



Cérémonie des vœux du Député

Mardi 9 janvier 2024

Magic Mirrors

Allocution de Jean-Paul LECOQ

** **

Mesdames et Messieurs les élus, j'excuse d'ailleurs Christophe Argentin, Maire délégué de Rouelles qui présente ses vœux en ce moment.

Monsieur le Sous-Préfet,

Mesdames et Messieurs les Présidents, Secrétaires généraux, Directeurs, administrateurs,

Mesdames et Messieurs les représentants des différents corps constitués,

Mesdames et Messieurs les Présidents d'association,

Citoyens, citoyennes : Havrais, Gainnevillais,

Merci Nathalie pour tes mots, merci pour ton engagement, ta disponibilité, notamment à mes côtés, qui permettent à mon mandat de se dédoubler pour maintenir une permanence, une constance de l'action parlementaire sur ses deux jambes : à Paris et ici.

C'est important de rester connecté aux réalités, de s'alimenter de ce qui fait la vie, la vraie vie et ses rudes réalités, sa substance, ses espoirs aussi.

Comme c'est nécessaire d'inviter à l'Assemblée, et je m'y atèle, tout ce que notre territoire de vie et d'emploi exprime.

Ses revendications, ses projets, ses propositions, ses témoignages.

Vos revendications, vos projets, vos propositions, vos témoignages.

Il est d'usage en Macronie ou au RN de considérer le mandat parlementaire comme un simple clic numérique au service du chef et de son projet, de sa vision très personnelle et autoritaire de la société, en le coupant de ses essences locales.

Ce n'est pas ça la démocratie, ce n'est pas ça la république, ce n'est pas ça le parlement.

Nos institutions existent pour représenter le peuple dans toute sa diversité, pas pour être confisquées et coupées des territoires de vie, des territoires qui assemblée, font la France.

A défaut de quoi nous assistons à une fracture, à un dangereux éloignement des institutions, un détournement de la République, bref à une crise démocratique.

A l'inverse, s'appuyer sur le vécu, votre vécu, sur ce que vous avez à dire et à proposer, c'est une garantie d'utilité, et c'est le sens de la notion même de représentativité.

Etre représentatif, c'est posséder les principales caractéristiques de l'ensemble dont on relève pour mériter de le représenter.

C'est aussi demeurer en phase avec ceux qui vous font confiance.

- Lors de nos échanges, de nos nombreux moments de partage, dans vos associations, dans vos communes, dans ou autour de vos entreprises, de vos services publics ;
- Ou encore dans les établissements scolaires et universitaires où je réponds à vos invitations ;
- Dans mes permanences parlementaires, ou sur le terrain, dans les rues, les marchés, les commerces, les espaces festifs où nous nous côtoyons, vous m'en dites des choses, on s'en dit des choses.

Je m'en imprègne, je m'en nourris, et je les porte.

D'autres les portent aussi. Et en particulier dans les rangs des groupes parlementaires formant la NUPES, la Nouvelle Union Populaire Ecologique et Sociale : insoumis, communistes, écologistes, socialistes.

Mais pas seulement, car sur certains sujets on l'a vue lors des retraites, d'autres députés font honneur à leur mandat refusant tout asservissement envers un président ou une doctrine.

Et ainsi des sujets avancent, des projets aboutissent, d'autres restent en rade en se heurtant à un pouvoir en place trop souvent méprisant, enfermé dans ses certitudes, ses petits calculs, ses 49.3.

Malgré les évidences, malgré le bon sens, malgré les urgences.

Vous ne pouvez pas savoir le nombre de fois où certains députés me lâchent dans les coursives : « *Tu as raison* » ou « *C'est juste* », mais...

Mais en séance ils font le contraire.

« Ceux qui s'investiront à moitié, souffriront rapidement du syndrome de l'impuissance parlementaire, laissant au pouvoir présidentiel le monopole de la loi ».

Ces mots prophétiques de René Dosière, qui fut un grand député de la République, résonnent malheureusement trop souvent sous la coupole du Palais Bourbon.

Mais pas question de se résigner pour autant.

Peu importe ce qu'ils font, nous on ne lâche pas, on ne lâche rien, on sème pour l'avenir et on reste debout.

C'est notre contribution à la République, à la Démocratie. C'est aussi notre façon de porter l'espoir en des jours meilleurs, des jours plus heureux, une société plus humaine.

Toute cette action n'est pas celle d'un seul homme, toute une équipe est mobilisée à mes côtés.

Souvent dans l'ombre, ils ne comptent ni leur temps, ni leur énergie. Leur engagement professionnel et militant est autant de liens précieux entretenus avec vous.

Angéla Héranval et Sébastien Giard ici en circonscription. Simon Desmarest à Paris, renforcé régulièrement par le concours d'étudiants : Lilou ou Zacari récemment, Marine actuellement et qui est présente ici.

Cette année, l'équipe répondra avec moi à sa 8.000ième sollicitation depuis le début de sa composition en juillet 2017.

Projets à soutenir, propositions de loi ou amendements à rédiger, interventions à préparer dans l'hémicycle, en commissions ou en direction des ministères, des administrations, soutiens pour résoudre une difficulté de la vie quotidienne. Ils méritent nos remerciements et ils méritent nos applaudissements.

Mais cette équipe, ce travail parlementaire, c'est aussi le précieux concours, le nécessaire apport, de tout ce qui forment une organisation collective sur notre territoire.

Autant de fabriques, d'ateliers au service de propositions et de projets, de la réflexion collective, de la résistance aussi quand c'est nécessaire, et c'est souvent nécessaire.

Mairies, syndicats, associations dans tous les champs de la vie, comités de quartiers ou comités des fêtes, centres sociaux, mouvements citoyens, amicale de parents d'élèves, amicale de locataires...

J'ai une pensée émue ce soir pour mon ami Serge Hautot, militant incroyable de la CNL, la Confédération Nationale du Logement, qui nous a quitté la veille de Noël, et pour mon ami Joël Bault, ancien élu Gonfrevillais et administrateur du CCAS, parti le jour de Noël.

Dans une société que certains cherchent à réduire à une somme d'individualités ou que d'autres fractionnent en dressant les uns contre les autres, toutes ces organisations collectives rassemblent des énergies, créent des liens, soignent les blessures de la vie, entretiennent la solidarité, la fraternité, la convivialité, mettent en partage.

Ils font société et contribuent au mieux vivre ensemble.

Et je n'oublie pas non plus, les partis politiques, enfin ceux qui continuent à remplir leur rôle citoyen au service d'idées et de projets, je pense notamment au mien, le Parti Communiste Français. Des partis qui ne se sont pas transformés en écuries de bourrins pour la présidentielle.

Tous ces collectifs sont autant de richesses humaines, d'énergie, de chaleur qui sont largement présents ce soir ici.

Et cette année, on ne va pas s'arrêter là ! Car il y a du pain sur la planche.

Les crises s'enchaînent et quelquefois se superposent avec comme point commun de faire mal à l'humain, à l'environnement.

- **Crise économique et du pouvoir d'achat** désormais accompagnée d'une chasse aux pauvres et aux immigrés, d'une culpabilisation des plus démunis, d'une logique de bouc-émissaire décrétée par ceux-là même qui servent les intérêts de ceux qui amassent des fortunes ;

J'ai en tête ces paroles pleines de son sens de Nathalie Robin Justice Gravel : « *Si un singe accumulait plus de bananes qu'il ne peut en manger, pendant que la plupart des autres mourraient de faim, les scientifiques étudieraient ce singe pour savoir ce qui ne va pas chez lui. Mais quand les humains en font autant, on les met à la Une des magazines* ».

- **Crise de la santé** quand la Sécurité Sociale s'éloigne chaque jour un peu plus de sa vocation communiste, visionnaire et universelle ; Quand disposer d'un médecin est devenu un privilège ; Quand l'hôpital est maltraité, ses personnels pourtant exemplaires pressurés ; Quand les EHPAD sont au bord de l'implosion. Souvenons-nous qu'il y a 20 ans encore, notre pays disposait de l'un des systèmes de santé et du système de protection sociale les plus performants au monde, avant que les libéraux de tout poil viennent y faire leur marché et tout saboter.
- **Crise du logement**, scandale même du logement, quand disposer d'un logement adapté est devenu un luxe au 21^{ème} siècle. 12 Millions de Français sont aujourd'hui concernés par cette crise et leur nombre ne fait que croître. La loi ELAN d'Edouard Philippe devait tout résoudre, 6 ans après elle n'a rien réglé, pire encore elle a tout déréglé en accélérant la crise.
- **Crise écologique** où malgré les évidences, malgré les alertes, notre pays reste enfermé dans une logique de petits pas pendant que la planète brûle.
- **Crise démocratique** qui renforce le climat de défiance envers la République, qui éloigne des urnes, qui saborde les communes, notre précieux bien commun.

Des communes que le pouvoir en place attaque en leur ôtant peu à peu leur faculté à agir, à travers la baisse de leurs dotations ou la suppression de leurs leviers fiscaux.

Depuis 2010 les collectivités locales ont perdu 70 milliards d'euros de ressources, selon le chiffrage réalisé par l'Association des Maires de France.

Chaque mois dans notre pays, on compte 40 démissions de maire.

Toutes ces crises constituent autant d'urgence à agir avec force, avec audace, en redonnant tout son sens à l'action publique, à l'action politique, à l'action collective.

Et ce ne sont pas les propositions qui font défaut. En France on n'a toujours pas de pétrole, mais on ne manque pas d'idées !

- **De l'instauration à tous les étages des politiques publiques de la règle verte** qui impose de ne plus prendre à la planète plus qu'elle ne peut produire de ressources ; En instaurant notamment la notion de justice écologique comme, par exemple pour l'eau : gratuité des premiers mètres cubes, puis tarif progressif. Plus on consomme plus on paye cher.
- **A l'application d'une réforme de la fiscalité** qui ira chercher les financements dont nous avons besoin, pour l'écologie, pour l'éducation, pour la santé, pour nos aînés, là où les richesses sont concentrées.

Et de l'argent il y en a ! Jamais depuis l'Ancien régime monarchique qui a provoqué la Grande révolution Française de 1792, les profits n'ont été aussi considérables, et autant concentrées sur une si petite partie de la population.

- **Du rétablissement de la Sécu à 100%** qui doit permettre à chacun de contribuer selon ses moyens et d'être totalement couvert pour ses besoins de santé.
- **A la nationalisation des grands groupes pharmaceutiques** qui fondent leur profit sur le dos des malades, gavés d'argent public à ne plus savoir quoi en faire. Alors ils offrent des cadeaux... mais pas pour tout le monde !
- **De la limitation à 19 élèves max par classe**, pour toutes les classes, dans le primaire et le secondaire, pour que chaque enseignant puisse accompagner chaque élève, garantissant enfin la réussite éducative et l'égalité des chances partout, sur tous les territoires, dans tous les quartiers.
- **A la garantie d'un enseignement supérieur de qualité** pour ceux qui le souhaitent, dépollué des quotas et respectant les vocations.
- **De la hausse généralisée des salaires et de la baisse du temps de travail** pour rendre de nouveaux tous les métiers attractifs, et parvenir à un partage effectif du travail entre les générations, seule garantie du plein emploi. Le reste c'est du baratin.

Et garantie aussi pour pouvoir vivre décemment de son travail, ce qui n'est plus le cas pour des millions de salariés et agents du secteur public aujourd'hui.

- **Au droit à la retraite pleine et entière dès 60 ans** pendant que l'on est encore théoriquement en bonne santé.

Il faut laver l'affront fait au peuple l'année dernière et respecter ce que le monde du travail exprime. Le recul de l'âge de la retraite est une aberration économique, sociale, sanitaire et sociétale.

Au-delà de l'action menée au parlement pour faire avancer ces propositions concrètes et largement finançables ;

Au-delà de l'action militante et plus généralement de l'action des forces collectives qui ne se résignent pas à une société du tri sélectif par l'argent, d'une société où l'on abime les gens, d'une société qui détruit la planète ;

Au-delà de la prise de conscience sur tous ces sujets, dès lors qu'on s'écarte des médias d'extrême-droite à la Bolloré ;

Il est essentiel que ces propositions continuent d'avancer parmi les citoyens, et que d'autres soient élaborés.

J'organiserai avec l'équipe, un cycle de rencontres en circonscription, en ce début d'année, pour favoriser cela.

Des rencontres avec des acteurs de terrain qui savent de quoi l'on parle, autour de ces urgences à agir :

- Pour résoudre la crise du logement : ce sera à Harfleur le jeudi 22 février, salle Jean Le Bosquet ;
- Pour répondre aux besoins de l'éducation : ce sera au Havre le jeudi 21 mars, salle des fêtes de Frileuse/Sainte-Cécile ;
- Pour se mobiliser autour des questions de santé : ce sera à Gonfreville l'Orcher le mercredi 10 avril, salle des fêtes de Mayville ;
- Pour disposer d'un pouvoir d'achat suffisant : ce sera à Gainneville, le jeudi 16 mai, salle communale.

Autant de sujets qui rassemblent et qui fédèrent, autant de propositions à taille humaine et à portée humaniste, autant de thèmes qui doivent cimenter la société pour réduire les fractures et contribuer au mieux vivre ensemble.

Et nous en avons bien besoin !

Car la République s'est peu à peu délitée, s'éloignant de ses principes fondateurs qui pourtant sont gravés sur les frontons de tous les bâtiments publics.

- **La Liberté** est réservée à ceux qui en ont les moyens les plus aisés ;
- **L'égalité** est trop souvent oubliée, remplacée par une notion d'équité qui ne fait que figer les inégalités ;
- **La fraternité** n'a plus de sens quand on distille la peur et la haine de l'autre.

N'est pas Républicain qui veut bien le dire...

Et je pense notamment à cette odieuse loi immigration, née de la compromission entre macronistes, droite extrême et extrême droite.

Décidément, des siècles d'Histoire ne leur auront rien appris !

Ce n'est jamais en construisant des murs, en opposant les êtres humains, en alimentant les peurs et en fabriquant de la misère qu'une société peut se retrouver en bonne santé.

« L'adhésion à la loi et aux valeurs de la République passe nécessairement par la justice, la fraternité, la générosité. Nous ne construirons rien de durable sans combattre ce poison pour la société que sont les discriminations ».

Ces mots ne sont pas de moi.

Ni de Fabien Roussel ou de Jean-Luc Mélenchon, quoi qu'ils auraient pu le dire ainsi. Ces mots sont de Jacques Chirac alors Président de la République.

C'était au temps où la Droite portait aussi l'étendard de la République.

Mais face à ce fléau, cette impasse, que constitue cette forme de racisme, de principe discriminatoire basé sur la différence d'origine, nous ne devons rien céder.

Et souvent la vraie vie, loin des effets de tribune, est heureusement là pour nous le rappeler :

- Quand Monsieur Charles, prénom d'emprunt de ce boulanger, vient engager une grève de la faim pour que son employé besogneux ne soit pas expulsé ;
- Quand des camarades de la CGT viennent héberger à tour de rôle cette famille pour qu'elle ne soit pas démembrée ;
- Quand tout un village du pays du Caux se mobilise, toute génération confondue, pour aider un couple à obtenir des papiers, j'y étais ;
- Quand les militants de RESF, Réseau Education sans Frontière, interviennent pour que des enfants scolarisés puissent continuer à bénéficier de l'école de la République ;
Quand avec eux, ceux de la Fondation Abbé Pierre, du Secours Populaire ou du Secours catholique refusent que des enfants dorment à la rue ;
Et je n'oublie pas l'AHSETI ou l'Armée du Salut qui sont sur tous les fronts de la misère et du rejet de l'autre ;

- Ou encore quand ces savoyards ne détournent pas leur regard lorsqu'ils croisent des êtres humains démunis de tout...

Et que l'on ne vienne pas leur opposer le principe de légalité.

L'esclavage, la colonisation, l'apartheid, l'Holocauste même étaient légaux.

La légalité est une affaire de pouvoir et non de justice.

L'Etat de droit n'existe que s'il est en mesure de garantir les droits fondamentaux de chaque personne se trouvant sur son sol, sinon il se résume à un Etat de droites... J'ai mis un S à droite.

Et a ceux qui oublient que la richesse de nos sociétés s'est construite sur la spoliation et l'exploitation des biens d'autrui, en Afrique notamment, et qu'aujourd'hui encore le dérèglement climatique provoqué par nos sociétés industrialisées vient encore en rajouter à la misère, à la faim, à la soif sur une large partie de la planète qui le subit de plein fouet.

A ceux-là, il serait grand temps d'enseigner l'humanité.

« Parce qu'à force de ne pas vouloir vivre ensemble comme des frères, on finira par tous mourir ensemble comme des idiots ».

Celle-ci était de Luther-King. Celui-là même qui avait fait un grand rêve qui n'est toujours pas réalisé.

Ce qui me permet d'en arriver à la situation internationale particulièrement préoccupante.

L'année 2023 fut terrible du point de vue de l'humanité.

Avec ces guerres d'un autre âge, en Ukraine, au Soudan, au Congo, au Yémen ou encore l'occupation du Sahara occidental. Et le blocus de Cuba qui toujours au mépris du droit...

Avec ces attaques, raptés et massacres de civils en Israël.

Avec cette réplique volontairement disproportionnée du gouvernement d'extrême-droite Israélien qui a trouvé son prétexte pour détruire ce qu'il reste de la Palestine, assassiner sous les bombes une partie du peuple palestinien et pousser à l'exode l'autre partie.

Des crimes qui devront relever tôt ou tard du tribunal pénal international. Certains déjà les qualifient de crime contre l'humanité.

Des guerres qui alimentent aussi les profits de certains. La mort ça leur rapporte gros.

Et des guerres qui sèment la peur et permettent de tout justifier. Comme ces 14 millions d'euros par jour, 6 milliards par an, que les macronistes, encore soutenus par la droite extrême et l'extrême-droite sur ce point, retranche du budget de la Nation pour moderniser un arsenal nucléaire qui pourtant ne sert à rien !

Qui peut croire que parce que la France détient l'arme atomique, un Français serait aujourd'hui plus en sécurité qu'un Belge ou un Allemand ?

Sans parler de ce que l'intelligence artificielle représente de risque dans ce domaine !

La course au nucléaire, comme la course aux armements dit conventionnels, ce n'est pas seulement faire peser une menace mortelle de plus sur l'humanité qui doit déjà subir celle du dérèglement climatique...

C'est aussi s'écarter du devoir le plus impérieux assigné par des siècles d'Histoire humaine : l'impérieuse nécessité de paix.

La paix sans qui rien n'est jamais possible.

En opposition à la guerre avec qui rien n'est possible.

La paix c'est cette garantie d'un monde plus sûr, d'un monde meilleur et de sociétés apaisées.

Je me suis permis de placer ces vœux 2024 sous le bon patronage d'Antonio Guterres qui restera comme un très grand Secrétaire général des Nations-Unies.

Je le rejoins en tout point quand il affirme « *qu'il n'y a de paix véritable que si chacun peut s'épanouir et prospérer à l'abri de la faim, de la pauvreté et de l'oppression* ».

Le droit international, les droits de l'Homme, les droits de l'enfant doivent s'appliquer et être respectés partout sur notre planète. Et en tout cas être respectés à la lettre dans les politiques publiques et les politiques internationales de notre pays.

Le pays des Lumières aujourd'hui bien sombre.

Car la France manque à tous ses devoirs, à toutes ses valeurs, à toute son histoire républicaine, alignée bêtement sur les positions américaines qui n'ont jamais pris en compte autre chose que les intérêts américains.

Résultat,

- Au Moyen-Orient, elle a trahi.
- En Afrique, elle est rejetée.
- En Amérique, elle est méprisée.
- En Asie, elle est inaudible.

Cette France est en repli sur la scène internationale, comme elle est repli de l'intérieur.

Alors, avec d'autres, avec beaucoup d'autres, et cela dépasse les clivages politiques, je me mobilise et j'agis pour que ce visage et cette voix de la France ne soient pas uniquement ceux de ceux qui nous dirigent provisoirement.

Et je dois dire que le mandat de Vice-président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée constitue un bon levier.

Ma seule boussole, c'est le droit international, les droits de l'Homme, les droits de l'enfant.

Mon seul horizon, c'est la paix.

Et c'est aussi avec honneur et responsabilité, que j'ai accepté de conduire une mission d'information qui durera plusieurs mois, au nom de la Commission des Affaires étrangères, sur la **réforme des Nations-Unies** dont le bilan et les perspectives seront communiqués mi 2024.

Je le dis souvent, et on me charrie du coup souvent à Paris, je suis fier d'habiter et d'appartenir à un territoire qui a toujours su se mobiliser et porter l'intérêt général, même lorsque celui-ci est contrarié par des intérêts particuliers.

Un territoire d'accueil tout en générosité, comme souvent sur les places portuaires tournées vers la mer.

Un territoire qui sait fédérer les énergies et assembler les projets.

Port 2000, notre zone industrielle et son économie circulaire, notre université de plein exercice sont là pour en témoigner.

Jamais nous ne nous sommes considérés comme une simple sous-préfecture, la plus grande de France d'ailleurs.

Et pourtant, après des décennies de grandes avancées, c'est un peu comme si le souffle venait à manquer. Serait-on devenu un territoire trop sage ? Trop timoré ?

Bien sûr que des projets avancent, encore heureux on ne manie pas des millions de budget d'argent public pour que rien ne se passe :

- Des projets au service de la transition écologique et énergétique sur la zone industrielle sont signés ;
- La prolongation du tramway est lancée ;
- L'universitarisation de l'hôpital avance par petites touches ; Trop lentement à mon goût
- De grandes écoles continuent de s'implanter.

Mais quand je vois notre potentiel.

Quand je vois la force des gens d'ici.

Quand je vois la richesse et la responsabilité des organisations collectives, et j'y inclus celles du patronat et des industriels, alors je me dis, que nous méritons bien mieux que ces petits pas, le plus souvent en ordre dispersé et sans intervention citoyenne pour pousser.

Je partageais avec André Duroméa, avec Antoine Rufenacht aussi, avec d'autres également, une certaine vision du territoire, une certaine conception de l'action publique, de l'action collective. Antoine Ruffenacht disait souvent dans l'intérêt de notre territoire il faut chasser en meute.

Celle qui transforme l'impossible en possible.
Celle qui fait que notre territoire se fait respecter.

Aucun Havrais n'était alors dans les gouvernements et pourtant Le Havre et son agglomération avançaient en rangs serrés. Au-delà des différences, des divergences, des conflits d'intérêts.

L'horizon est toujours mieux ici.

Mais « maintenant c'est quand qu'on va où » ?

C'est pour quand l'ambition collective retrouvée ?

- **Pour une transition écologique construite ensemble**, élus, industriels, syndicats, associations, universitaires, chercheurs, et non limitée à des appels à projet au bon vouloir des conseils d'administration des grands groupes et des cabinets ministériels ;

Cela éviterait notamment de nous imposer des bombes flottantes au milieu du port pour importer du gaz de schistes, ou de devoir mobiliser des millions pour construire des lignes électriques à haute tension afin d'alimenter les besoins de la future production d'hydrogène, 3 ans après avoir fermé notre centrale thermique ;

- **Pour la décarbonation du transport maritime et le développement intensif du multimodale pour les trafics, tant par le ferroviaire que par le fluvial.**

Dans les années 80, les premiers paquebots à voile sont nés ici, aux ACH. Aujourd'hui, c'est Saint-Nazaire qui les construit ;

L'année dernière, j'ai porté et défendu un rapport sur la décarbonation de la flotte maritime mondiale, pour promouvoir des échanges maritimes plus respectueux de l'environnement et pour réfléchir comment améliorer la situation actuelle avec les

acteurs du secteur, avec les entreprises, les syndicats, les associations, les riverains...
Il y a beaucoup à faire... On s'en saisit ensemble ?

- **Pour des mobilités démonétisées**, où chacun peut utiliser les transports en commun comme bon lui semble et délaissé sa voiture pour les courts trajets.

A Dunkerque, récemment à Montpellier, à Clermont-Ferrand on a fait ce choix de la gratuité et ça marche ;

- **Pour mettre fin aux scandaleux péages routiers sur nos ponts et autoroutes** qui ceinturent notre territoire, une situation unique en France ;
- **Pour ne pas attendre la Saint-Glinglin afin de pouvoir disposer d'une ligne ferroviaire performante** ou encore pour redévelopper le ferroviaire urbain en complément du tramway ;
- **L'ambition collective pour décrocher un Centre hospitalier Universitaire sur notre Estuaire**, nous avons le Centre hospitalier le plus grand de France à ne pas l'être aujourd'hui ;
- **Pour expérimenter un Revenu universel pour ses étudiants**, les mettant à l'abri du besoin et de petits boulots pour se consacrer pleinement à leurs études ;
- **Pour créer des centres de santé publics** avec médecins, infirmières et secrétaires médicales salariés.
Partout où ça a été fait, les résultats sont édifiants en termes de couverture des besoins médicaux, et les hôpitaux peuvent souffler un peu. Mais ici, au prétexte que ce n'est pas libéralement correct, on se refuse même de l'étudier...
- **Une ambition collective également pour un grand espace de type musée-pédagogique interactif maritime et portuaire à construire**, afin de valoriser et d'ouvrir au grand public les trésors des collections de la French Line, des ACH ou encore le savoir-faire de tous les métiers portuaires, des dockers, des portuaires aux armateurs ;
- **Pour un retour de nos grands festivals fédérateurs dans les rues ;**
- **Ou pour que notre territoire qui a vu naître tant de disciplines sportives irriguant par la suite tout le pays, puisse de nouveau miser sur son tissu sportif**, dans toute sa diversité, et l'accompagner. En cette année des J.O. en France, voici encore un vœu qui a du sens.

Rouen a concouru pour devenir la capitale européenne de la culture, Dieppe va accueillir le plus grand chantier d'Europe avec l'EPR, et ici ?

Notre seule ambition serait-elle d'offrir un futur président de la République qui s'il se comporte comme il le fit à Matignon n'a pas fini d'oublier qu'il vient d'ici...

Bien sur que je n'attends pas qu'un président fusse-t-il d'agglome veuille bien ouvrir le chemin, tracer des perspectives, organiser des délégations représentatives comme on dit, créer des outils collectifs ou tout simplement demander aux gens ce qu'ils en pensent.

Moi je le fais, et sur certains sujets il le fait également. Sauf qu'on ne gère pas un territoire comme on gère un Conseil d'administration, la capacité mobilisatrice, la capacité revendicative, la capacité fédérative ça ne se décrète pas, ça se construit par des actes.

Parce qu'aujourd'hui, notre vaste territoire est un territoire trop souvent oublié, trop souvent négligé.

Et puisque ce soir, on se dit « bonne année », je redis publiquement ma disponibilité pour y travailler, pour y contribuer.

D'ailleurs, cela me fait penser qu'on ne se l'est pas encore souhaité !

Et l'heure tourne. Il commence à faire soif aussi.

Mais j'avais beaucoup de choses à vous dire.

Je veux par conséquent vous présenter, accompagné par mon équipe et pour cette année nouvelle qui commence à peine, tous mes vœux de bien-être, de santé bien-sûr sans quoi tout se complique, d'épanouissement autant que possible.

Mais aussi des vœux pleinement solidaires et assurément fraternels.

Parce que les uns sans les autres, on ne va jamais très loin.

J'aurais voulu compléter aussi par des vœux pour une société plus humaine et bien meilleure, pour un monde en paix, mais pas sur qu'une seule année suffise pour y parvenir, d'autant que les élections nationales ne sont pas encore au calendrier pour y contribuer.

C'est important les élections, ce n'est jamais suffisant, jamais une fin en soi, mais sans elles, dans une démocratie, on se prive d'un sacré moyen d'action. D'ailleurs ceux qui ont des privilèges ne s'y trompent pas, ils ne ratent jamais un scrutin !

Mais en cette année 2024, ce sont les élections européennes qui nous invitent à nous exprimer.

On peut s'en fiche, regarder ailleurs, ne pas se sentir concerné, pourtant ce qui se décide à Bruxelles est présent dans nos quotidiens à chaque instant.

Alors vous, je ne sais pas, mais moi je sais ce que le dimanche 9 juin je ferai.

J'irai voter pour une union des peuples solidaires autour de projets partagés et démocratiquement acceptés, plutôt qu'une Union européenne qui n'écoute pas les peuples pour ne servir que des intérêts particuliers.

La législation m'interdit de pouvoir nommer pour qui ira mon bulletin, mais l'important c'est de s'exprimer.

Voilà pour ce soir. Il me reste à remercier tous ceux qui ont contribué à l'organisation de cette soirée et à vous remercier pour votre présence nombreuse et toujours chaleureuse.

Je vous souhaite une bonne année, pour vous-même et pour vos proches.

Je nous souhaite collectivement une bonne année qui fera que l'année prochaine nous aurons avancé.

Le pire n'est jamais certain, la ressource toujours en nous !